

**Discours de Monsieur Abdelaziz RASSAA**  
Ministre de l'Industrie et de la Technologie

**Sur: « L'Entreprise euro-méditerranéenne : face au double défi, de l'innovation et du déploiement dans les régions. Le cas tunisien» Bruxelles, 31 mai 2011**

Monsieur le Vice-président de la Commission Européenne, en charge de l'Industrie et de l'entrepreneuriat ;

- la présidente des comités des régions de l'Europe;
- Honorables invités
- Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui afin de concourir à la relance et à la consolidation des relations économiques entre l'Union Européenne et la Tunisie, de rassurer nos partenaires dans le cadre de nouvelles opportunités d'affaires et de partenariat et de raffermir davantage les liens historiques qui nous unissent.

Confiant et optimiste quant à l'avenir des relations de coopération et de partenariat que nous avons toujours voulues fructueuses entre nos pays, c'est pour moi, une véritable opportunité pour vous parler de mon pays, la Tunisie, de ces atouts, de ces ambitions et des défis auxquelles il fait face

Mesdames, Messieurs,

Vous n'êtes pas sans savoir que la Tunisie vient de connaître, depuis le début de cette année, une révolution pacifique qui fera date dans l'histoire de l'humanité.

Le peuple tunisien, a exprimé haut et fort son choix et sa volonté pour la consécration de la démocratie, l'état de droit, les valeurs fondamentales de la justice, et la croissance économique équitable et profitable à toutes les régions et toutes les catégories sociales.

Le peuple tunisien a, aussi en un temps très court, et par la seule force de ses convictions démocratiques, réalisé une révolution, qui a lancé un profond mouvement démocratique dans le monde arabe qui pourrait bien changer fondamentalement l'avenir de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient, mais aussi celui de la zone euro-méditerranéenne.

Cependant, les événements qui s'en sont suivis, comme dans toute révolution, ont eu des répercussions assez négatives sur le plan économique.

Le gouvernement provisoire est entrain de fournir tous les efforts nécessaires et de multiplier les actions afin que cette transition se passe dans les meilleures conditions.

Et nous comptons sur le soutien de nos partenaires pour pallier les insuffisances et dépasser les difficultés que nous espérons de courte durée et de portée limitée.

La Tunisie a besoin de développer la coopération avec la communauté internationale, qui est appelée à considérer la Révolution Tunisienne comme un Bien Public Mondial et ce, afin d'éviter la phase de décroissance initiale que son économie et sa société ne peuvent pas se permettre.

En l'absence de cette coopération internationale, le risque sera grand : augmentation du chômage et

instabilité sociale qui, à leur tour, induiraient l'accroissement de la pauvreté et la multiplication des vagues de migrations.

C'est dans ce cadre d'ailleurs, que la Tunisie a obtenu un soutien de la part des Institutions financières internationales. En effet, elle a été invitée à la réunion des G8 pour présenter son plan de développement économique et social avec un plan d'action immédiat et un plan d'action pour préparer les bases du futur du pays. Et nous comptons à cet effet sur le renforcement des relations historiques de partenariat entre l'UE et la Tunisie.

### **Mesdames, Messieurs,**

A un tournant de son histoire, la Tunisie est au seuil d'un processus de démocratisation fondamentale qui peut s'appuyer sur de grands acquis mais qui fait également face à de graves menaces.

La transition démocratique désirée par tous les tunisiens, risque de vivre de vraies difficultés en absence d'une reprise de la croissance économique.

En résumé, l'économie tunisienne fait actuellement face à 4 défis:

- **Le défi de l'investissement**: à ce propos, le premier trimestre de 2011 a été caractérisé par une baisse des investissements déclarés dans l'industrie de près de 2%. Heureusement que pendant le mois d'avril ces intentions ont augmenté considérablement par rapport à celles enregistrés en avril 2010.

Nous voyons en cela *un signal fort de retour progressif de la confiance de la part des investisseurs tunisiens et étrangers, notamment européen*, puisque l'essentiel des projets déclarés sont dans le cadre de partenariat.

Toutefois, en termes de réalisation, notre économie accuse *un fléchissement des investissements directs étrangers (IDE) dans l'industrie de 24%*.

- **Le défi de l'export**, même si les exportations industrielles ont connu *une augmentation en valeur de l'ordre de 12.4% durant les 4 premiers mois de l'année*. Les efforts entrepris dans ce domaine devraient être consolidés, pour stimuler une hausse en volume des exportations et pour que la Tunisie renforce sa position en tant que Premier exportateur industriel de la rive sud vers l'UE.

- **Le défi du développement technologique**: la Tunisie a pris conscience qu'un tissu industriel à haut contenu technologique, est la condition sine-qua-non pour contenir le chômage des diplômés, et accroître la compétitivité des entreprises tunisiennes sur les marchés internationaux.

- **Le défi du développement régional**, le plus important défi à relever en réponse aux revendications des jeunes des régions de l'intérieur qui sont l'emploi, l'autofinancement des petits projets, et le manque d'infrastructures, notamment industrielles.

A propos de l'emploi, la Tunisie compte aujourd'hui 150.000 diplômés du supérieur qui sont en chômage.

C'était l'un des points faibles du modèle économique tunisien adoptés jusque-là et l'une des raisons fondamentales de l'amorce de la révolution.

Signalons enfin que La conjoncture par laquelle nous passons est davantage compliquée par les répercussions de la situation en Libye qui induit plus de 200 millions de dollars de pertes par mois. De plus, la Tunisie a assuré l'accueil de plus de 370 mille personnes et a soigné dans ses hôpitaux des milliers de blessés. Plus 70 mille réfugiés résident encore dans le pays.

## **Mesdames et Messieurs,**

Durant cette période cruciale, la Tunisie se doit de lancer un vaste programme de réformes tendant à améliorer le climat de l'investissement et notamment l'environnement industriel et le renforcement du rôle du secteur privé.

Le tissu industriel Tunisien, constitué à hauteur de 92 % de PME, a connu une évolution remarquable durant les 2 dernières décades.

La confiance des investisseurs étrangers à l'égard de la Tunisie s'est traduite par l'implantation de plus de 3000 entreprises étrangères ou mixtes, soit 40% du nombre total des entreprises industrielles opérationnelles en 2010, alors que leur nombre ne dépassait guère les 200 à la fin des années 80.

Elles ont permis, d'une part, de générer près de la moitié des emplois actifs réalisés dans l'industrie et de renforcer, d'autre part, les exportations industrielles, notamment vers l'UE et qui ont été multipliées par 4 depuis 1995, date de la signature de l'accord de libre échange avec l'UE, passant de 2,5 Milliards d'€ à 11 Milliards d'€ en 2010.

L'évolution sectorielle, a été marquée l'émergence de nouvelles branches, à côté de celles, historiques ou traditionnelles.

C'est ainsi que les Industries Mécanique et Électriques ont progressé d'une manière substantielle durant la dernière décennie, pour devenir le 1<sup>er</sup> secteur exportateur industriel en valeur (3,5 Milliard d'€ en 2010) devançant le secteur Textile et Habillement, qui, malgré une conjoncture internationale défavorable, a pu résister et se maintenir en pôle position, notamment au niveau du nombre d'entreprises (37% du total) et surtout au niveau des emplois créés (plus de la moitié des emplois industriels).

## **Mesdames et Messieurs,**

Le tissu industriel qui vient de vous être, succinctement présenté, ne peut cacher les insuffisances constatées, notamment, au niveau du développement régional.

Cet élément doit désormais prendre la place qu'il mérite, pour parvenir à un équilibre entre les différentes régions du pays et faire bénéficier l'ensemble de la Tunisie des bienfaits de la croissance.

Il est indispensable aussi de repenser la politique économique globale du pays, afin d'inciter les investisseurs à s'y implanter et ne plus se contenter d'octroyer uniquement des avantages spécifiques, comme c'est le cas actuellement, aux régions médianes et frontalières du pays.

Certes, une évolution significative du nombre d'entreprises installées dans ces zones a été enregistrée; toutefois, cela demeure insuffisant au regard du déficit en développement, accumulé durant des décennies. Une note d'optimisme quand même: De grands groupes internationaux ont commencé et continuent à investir dans ces régions.

Nous citons entre autres Benetton à Kasserine et Gafsa, Kromberg à Bêjâ, SUMITOMO à Jendouba, Yazaki à Gafsa, Yura à Kairouan, Coroplast au Kef ... , ce qui est de bonne augure. **Mesdames et Messieurs**, L'atout majeur de la Tunisie pour les années à venir se situe au niveau de ses ressources humaines, et qui constituent l'une des fiertés du pays. : En effet, elle dispose de 200 institutions universitaires, 140 centres de formation professionnelle et 630 centres ou laboratoires de recherche répartis sur tout le territoire national, dispensant le savoir à 400 000 étudiants ou chercheurs soit 4% de la population (un taux équivalent à celui des pays de l'OCDE) et c'est là où se trouve le véritable gisement de la Tunisie.

Cette jeunesse, qui a été l'une des principales causes de la révolution constituera la force de frappe, voire le véritable moteur de la croissance future de notre pays.

## **Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, la Tunisie est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 le premier pays de la rive sud de la méditerranée à avoir achevé les différentes étapes de mise en place d'une zone de libre échange avec l'Union Européenne.

Disposant d'un climat d'affaires des plus favorables et connaissant actuellement une transition démocratique chère à tous ceux qui sont épris de liberté, dont les pays de l'UE, **la Tunisie est en droit de postuler à plus que le statut avancé dans le cadre de son partenariat avec l'UE. Et pourquoi pas un statut de partenaire associé à l'UE.** Nous sommes, à cet égard, tout à fait persuadés que nos partenaires nous soutiennent dans notre transition démocratique et n'épargnent aucun effort pour sa réussite.

J'ose espérer enfin que cette rencontre puisse vous rassurer sur le présent de la Tunisie, mais surtout sur son avenir et qu'elle permettra l'ouverture de nouveaux horizons à notre coopération compte tenu du contexte actuel de la nouvelle Tunisie.

**Je vous remercie de votre attention.**